



**Mouvement politique des  
objecteurs de croissance**

**Groupe de Liège**

[www.liege.mpOC.be](http://www.liege.mpOC.be)

[info@liege.mpOC.be](mailto:info@liege.mpOC.be)

T. 04.277.91.42

**Lettre ouverte à la  
plate-forme liégeoise contre le TSCG**  
[stop-tscg.be](http://stop-tscg.be)

Le 30 septembre 2013

Suite à votre soirée du 25 septembre, le groupe local de Liège du mpOC (Mouvement politique des objecteurs de croissance), réuni ce jour, a décidé à l'unanimité des membres présents de vous adresser cette lettre ouverte.

Le mpOC-Liège est opposé au TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union européenne), tout comme notre Mouvement qui, le 23 octobre 2012, avait adressé aux parlementaires une lettre ouverte en ce sens (voir [www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article344](http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article344)). Il soutient vos efforts d'information, mais constate que les élus qui ont déjà voté le TSCG n'ont tenu aucun compte des avertissements citoyens et que les moyens d'action que propose votre plate-forme sont inefficaces pour atteindre ce qui est pourtant l'objectif déclaré sur vos tracts : forcer un vote négatif au parlement wallon.

Mobiliser les gens pour une défaite annoncée ne fera que les dégoûter un peu plus de s'impliquer dans la chose publique. Il est temps de mettre devant leurs responsabilités les vrais géniteurs de ces politiques d'austérité : les élus qui les cautionnent, par ignorance et/ou par lâcheté devant leur discipline de parti. Puisqu'il faut bien constater que ces élus font passer leur intérêt carriériste avant les citoyens qu'ils sont censés représenter, nous vous demandons de faire pression là où ça fait mal, en adoptant la proposition suivante : que chaque association ou syndicat membre - ou souhaitant devenir membre - de votre plate-forme s'engage publiquement à demander à tous ses membres de ne voter, aux élections de 2014, pour aucun(e) des parlementaires qui auront voté pour le TSCG. Que cette demande soit rappelée régulièrement et avec force, accompagnée de la liste de ces parlementaires, jusqu'au jour des élections. Il y a suffisamment de listes alternatives ou d'autres candidats sur les listes de ces parlementaires pour que cette demande soit recevable par n'importe quel membre. Et si son seul effet était de briser la carrière politique d'élus « presse-bouton » qui ont oublié qu'ils nous doivent des comptes, ce serait déjà faire œuvre de salubrité publique.

Si votre plate-forme adopte cette proposition, nous vous rejoindrons avec détermination.